

Décision n° 99–165 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 24 février 1999 portant attribution de ressources en numérotation à la société Esprit Télécom France (numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 12 mars 1998 autorisant la société Esprit Télécom France à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir un service téléphonique au public ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 1998 modifiant l'arrêté du 12 mars 1998 autorisant la société Esprit Télécom France à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir un service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande de la société Esprit Télécom France reçue le 27 janvier 1999 ;

Après en avoir délibéré le 24 février 1999 ;

Décide :

Article 1 – Les numéros indiqués en annexe 1 sont attribués à la société Esprit Télécom France pour la fourniture du service téléphonique au public.

Article 2 – La société Esprit Télécom France acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société Esprit Télécom France adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 février 1999

Le Président

Jean-Michel Hubert

Annexe 1 à la décision n° 99-165 en date du 24 février 1999

Numéros de la forme	Zones de numérotation élémentaires
01 72 60 MC DU	Paris
01 72 61 MC DU	Nanterre
01 72 63 MC DU	Paris
01 72 64 MC DU	Boulogne
01 72 65 MC DU	Nanterre
01 72 66 MC DU	Paris
01 72 67 MC DU	Paris
01 72 68 MC DU	Nanterre
01 72 69 MC DU	Paris
03 51 60 MC DU	Reims
03 51 66 MC DU	Epernay
03 59 63 MC DU	Calais
03 59 64 MC DU	Dunkerque
03 59 65 MC DU	Douai
03 59 66 MC DU	Lille
03 59 67 MC DU	Valenciennes
03 69 60 MC DU	Strasbourg
03 69 61 MC DU	Strasbourg
03 69 65 MC DU	Strasbourg
03 69 66 MC DU	Strasbourg
04 26 63 MC DU	Lyon
04 26 66 MC DU	Lyon

04 88 60 MC DU	Marseille
04 88 62 MC DU	Aix en Provence
04 88 63 MC DU	Arles
04 88 69 MC DU	Marignane